L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. P. WEISSE & Co. Rue de Chartres No 73, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 20 NOVEMBRE 1861.

G. P. WEISSE, F. LIMET. — H. DUPOUY, G. HARRY. — EDITEURS-PROPRIETAIRES.

Nouvelle-Orléans, MERCREDI MATIN, 20 NOVEMBRE.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par B. Turpin, au No 96, Vieille-Levée, — Vins, vermouth, bouchons, sucre, etc.

Par le même, à 10 heures et demie, dans la rue Vieille-Levée, No 96,—Bière d'Ecosse.

Par G. Lécumont, Blanke & Co., à 10 heures, à leur magasin d'encan, rue de Chartres, No. 69,—Savon en barres, savon de fantaisie, marchandises sèches de saison.

Par Anthony Fernandez, au Vieux Marché,—Le goélette *Bird.*

Par R. M. Montgomery, à 11 heures, dans la rue Royale Nos. 371 et 372,—Vessie, huiles et morues.

Droit et intérêt.

En matière de droit des gens, il n'est rien de plus facile que de trouver des textes pour justifier tous les actes de violence, mais, comme le disait dernièrement le *Times* de Londres, c'est l'intérêt d'un peuple qui détermine ses principes. Un journal a cité, hier, un extrait isolé des éléments de droit international de Wheaton, extrait mal situé conçu

"Les limites assignées aux opérations de la guerre contre les ambassadeurs par ceux qui ont écrit sur le droit public sont que le belligérant peut exercer son droit de guerre contre eux dès que le caractère d'hostilité existe—il peut arrêter l'ambassadeur de son ennemi dans son passage."

Ceux qui ont argumenté de ce paragraphe n'ont pas réfléchi qu'il ne s'agissait que du passage d'un ambassadeur sur le territoire de l'ennemi avec lequel son pays est en guerre. Wheaton cite l'exemple du maréchal de Bellisle envoyé de France à la cour de Prusse, qui fut arrêté en passant par le Hanovre et emmené prisonnier en Angleterre. Il est que l'ambassadeur envoyé par une des parties belligérantes à une puissance neutre ne peut traverser le territoire ennemi que s'il obtient un sauf-conduit, bien comme il est de principe que les hostilités ne peuvent être portées sur un territoire neutre et que le pont d'un navire neutre est considéré comme tel, l'ambassadeur ou le courrier qui se rend d'un port neutre à un autre port neutre sur un navire neutre, ne peut être saisi et enlevé que par une violation du droit des gens.

Wheaton s'exprime ainsi à l'égard des dépêches et ce qu'il dit doit s'appliquer *à fortiori* aux personnes :

"Mais un ambassadeur ou autre ministre public, résidant dans un pays neutre dans le but de préserver des relations de paix et d'amitié entre l'état neutre et son gouvernement, a le droit d'envoyer librement ses dépêches par un navire neutre, qui ne peut être légitimement interceptés par les croiseurs d'une puissance en guerre avec son pays."

Maintenant quel que soit le droit des gens, comme en dehors d'une protestation il n'y a qu'un recours possible—le recours aux armes—il est clair que la nation qui est victime d'une violation du droit des gens consultera son intérêt avant de s'engager dans une guerre. Les discussions de droit ne sont que secondaires quand il s'agit de l'emploi de la force. Pour savoir si l'Angleterre demandera satisfaction de l'insulte qui a été faite à son pavillon, nous n'avons donc qu'à nous demander si une guerre avec les Etats-Unis serait avantageuse pour elle en ce moment.

Les précédents devront peu dans la balance de sa résolution, car cette puissance n'est souvent soucieuse vis à vis des faibles de droit qu'elle n'a jamais permis à aucune nation d'exercer à son égard.

Malgré tout son orgueil, la Grande Bretagne a plus d'une fois évité une rupture avec les Etats-Unis en laissant dormir ses réclamations ou en griffe parce qu'elle comprenait les mouvements d'une guerre avec toute l'Union. Mais aujourd'hui que l'Union est divisée en deux parties, l'occasion se présente pour elle de porter un coup à la marine fédérale restée entre les mains du Nord et de débloquer les ports coloniaux. Elle a dû peser les chances d'une rupture avec Lincoln et si elle est décidée, le prétexte que Seward vient de lui fournir sera saisi avec empressement. Dans toute autre circonstance, il serait possible que l'enlèvement de passagers d'un navire anglais ne donnât lieu qu'à des déclamations diplomatiques terminées après de longs délais par une réparation de pure forme.

Maintenant, si nous jugeons du sentiment public en Angleterre par les articles de journaux et les discours que les membres du parlement en vacances adressent à leurs commettants nous sommes portés à croire que l'opinion, déjà défavorable au Nord, va se trouver disposée à exagérer l'outrage fait au pavillon anglais bien qu'il atténuer. Un des membres du parlement vient de déclarer que "chaque jour pendant lequel on permettrait la continuation de cette guerre était la destruction des intérêts anglais non seulement dans le Lancashire mais encore dans toutes les autres parties du pays." La question de l'abolition a pali devant celle du coton, et les Anglais déjà irrités contre les Yankees qui leur coupent les vivres par le blocus, donneront plaine carrière à leur colère en apprenant que ceux-ci ont osé porter la main sur le pavillon national.

Par le Telegraphe.

(DEPECHES DE L'APRES-MIDI)

Messieurs Mason et Slidell.

Le gouvernement nous a communiqué la dépêche suivante qui lui a été adressée par M. Benjamin :

Richmond, 18 novembre 1861.

MM. Slidell et Mason et leurs secrétaires ont été envoyés à New York. Ils ont été enlevés de vive force du steamer anglais *Trent.* Les dames ont continué leur voyage jusqu'en Angleterre.

J. P. BENJAMIN,
Secrétaire de la guerre par intérim.

(DEPECHES DE NUIT.)

Message du Président

Au Congrès des Etats Confédérés.

Richmond, 19 novembre 1861.—Voici le texte du message adressé par le président Davis au congrès des Etats Confédérés.

Messieurs,

Les quelques semaines qui se sont écoulées depuis que vous vous êtes ajournés nous ont conduits si près de la clôture de l'année que vous vous trouvez réunis pour recevoir ses résultats généraux, et le regard que nous pouvons jeter en arrière est tel que le cœur de notre peuple doit être rempli de gratitude envers la Providence pour son intervention en notre faveur. Il abondantes moissons ont récompensé les travaux des agriculteurs, tandique l'industrie manufacturière des Etats Confédérés n'a jamais été aussi prospère qu'à présent. Les nécessités présentes ont donné naissance à de nouvelles branches de manufacture et donné une impulsion et une activité nouvelles à celles qui existaient déjà.

Les moyens des Etats Confédérés pour la fabrication des objets de première nécessité ou de luxe dans le pays s'accroissent à mesure que le conflit progresse et par degrés nous devenons indépendants du reste du monde pour la fabrication des fournitures et des munitions de guerre.

Les opérations de l'armée qui vont bientôt être partiellement interrompues par l'hiver qui approche, ont protégé le pays et ont jusqu'à ces armes au milieu des victoires des épreuves de plus d'une campagne. Nos soldats donné à nos braves volontaires des éloges et notre reconnaissance.

Depuis le commencement jusqu'à la date actuelle les proportions de la guerre ont continuellement accrues de façon à [illegible] de nouveaux territoires au point de vue [illegible] l'ennemi du rivage de la baie [illegible] depuis jusqu'aux confins du Missouri et l'Arizona.

Les armées nombreuses envoyées pour obéissant à ses ordres ont pointé les plus [illegible] réponse aussi prompte non seulement [illegible] ter des désertions en face d'un ennemi un nombre mais encore pour repousser de l'invasion de la frontière où [illegible] démontrée.

L'ennemi était en possession [illegible] points stratégiques et de plus [illegible] Etats Confédérés, il avait [illegible] nombre, des ressources [illegible] si monnaie de guerre. [illegible] militaires étaient complètement [illegible] ments de la marine et de [illegible] outre, en possession, le [illegible] armée et de la marine qui [illegible] commandant une [illegible] sections.

Pour faire face à tout cela [illegible] avions à créer non seulement une armée [illegible] d'une guerre déclarée, mais encore des [illegible] semente militaires nécessaires pour équiper l'armée et la mettre en campagne. Il y a vraiment lieu de nous féliciter de [illegible] l'esprit des [illegible] nos volontaires et le patriotisme [illegible] ont permis, avec l'aide de la Providence, de lutter avec succès contre ces difficultés, et d'obtenir pour résultat une série de victoires [illegible] Bull Run, Manassas, Springfield, Lexington, Leesburg et Belmont, qui ont arrêté l'invasion perverse que le [illegible] et le désir effréné de pouvoir avaient amassée sur notre sol, et qui a prouvé quels force du nombre est impuissante quand elle est dirigée contre un peuple qui combat pour [illegible] *of government* et les privilèges d'homme [illegible]

Après plus de sept mois de guerre, nous sommes [illegible] l'ennemi a échoué dans ses tentatives pour détruire ses conquêtes sur notre sol, mais encore de nouveaux Etats se joignent aux [illegible] traires ont été ajoutés à notre Confédération, tandis qu'au lieu de continuer à nous menacer de marcher en avant pour dont conquérir, il a été réponsé et obligé de prendre la défensive, et, en faisant une comparaison loyale entre les deux parties belligérantes, on voit que les Etats Confédérés sont relativement beaucoup plus forts maintenant qu'au commencement de la lutte.

Depuis votre ajournement, le peuple du Missouri a combattu la guerre en présence de [illegible] unies avec une valeur et un [illegible] également dignes de lui et de la grande cause pour laquelle il combat. Depuis ce jusqu'à le Kentucky a été envahi par les troupes de hostilités. Les forces fédérales ont non seulement refusé de reconnaître son droit de rester neutre dans la guerre, mais ils l'ont encore envahi dans le but d'attaquer les Etats Confédérés. Sa population a été soumise aux outrages du caractère le plus despotique; quelques-uns de ses plus éminents citoyens ont été arrêtés et enlevés pour aller languir dans des prisons étrangères sans connaître ni leurs accusateurs ni les charges spéciales portées contre eux, tandis que d'autres ont été forcés d'abandonner leurs demeures, leurs familles et leurs propriétés pour chercher un lieu de refuge.

Voyant que les Etats Confédérés allaient être envahis par le Kentucky et que le peuple ayant été maintenu dans une trompeuse sécurité était sans armes et en danger d'être subjugué par les forces fédérales, nous avons été entrer nos armées dans cet Etat pour repousser l'ennemi et l'empêcher d'occuper certains points stratégiques qui lui auraient donné de grands avantages dans la lutte. Cette mesure était justifiée non seulement par les nécessités de la défense de la part des Etats Confédérés, mais encore par le désir d'aider le peuple du Kentucky. Le gouvernement confédéré n'a jamais eu l'intention de conquérir le peuple de cet Etat ou de lui imposer une contrainte, nos généraux, ont au contraire, déclaré qu'il retirerait leurs troupes si les fédéraux voulaient en faire de même. Une proclamation a aussi exprimé le désir de respecter la neutralité du Kentucky et l'intention d'obéir aux désirs du peuple de ce pays dès qu'il pourrait manifester son opinion. Ces déclarations, je les approuve, et je considérerais comme le plus beau des résultats de la marche de nos troupes dans le Kentucky que cette marche aboutisse à donner au peuple de cet Etat et la liberté du choix et l'occasion de décider librement de sa propre destinée, selon ses propres sentiments. C'est l'armée qui a contribué pour la plus large part au succès de nos efforts dans ce grand conflit, mais la marine y a aussi pollement concouru dans la proportion de ses forces. Les officiers de marine, privés en grande partie des moyens de déployer leurs talents professionnels sur mer, ont servi avec une bravoure remarquable et un grand zèle sur nos côtes et dans les eaux intérieures. On trouvera le détail complet de leurs services dans le rapport du secrétaire de la guerre. Le transport de nos malles a rencontré de grandes difficultés. On en trouvera également le détail dans le rapport du directeur général des postes. L'absorption des moyens ordinaires de transport pour le mouvement des troupes et le transport des munitions et provisions de guerre; l'insuffisance du matériel des chemins de fer pour satisfaire aux besoins des affaires, résultant tout à la fois des opérations militaires et de l'obstruction des communications par suite de la présence d'une flotte ennemie, le refus des contrebandiers d'exécuter leurs contrats, les difficultés inhérentes à l'inauguration d'un système aussi vaste et aussi compliqué que celui que demande le service postal pour chaque ville et chaque village dans un territoire aussi étendu que le nôtre, tous ces embarras se sont combinés pour entraver les efforts des mesures prises par le Directeur Général des Postes, dont le zèle, l'activité et l'habileté n'ont pu conjurer les plus injustes attaques. Quelques-unes de ces difficultés ne peuvent être surmontées qu'à l'aide du temps, par l'amélioration de la situation du pays et par le rétablissement de la paix, mais il en est d'autres auxquelles on peut remédier par la législation, et j'appelle votre attention sur les recommandations contenues dans les rapports du chef de ce département. La situation du Trésor sera, je le déclare par, l'objet de votre première sollicitude. Je suis heureux de dire que le système financier adopté jusqu'à ce jour a parfaitement fonctionné et promet de bons résultats pour l'avenir. Aussi longtemps que le gouvernement sera libre d'émettre des Bons, il aura la même d'emprunter de l'argent sans intérêt, ce qui facilitera la conduite de la guerre. La quantité des Bons à émettre doit se mesurer par l'étendue du champ de circulation. Ce champ doit s'étendre selon la proportion dans laquelle ces Bons seront reçus en paiement par le gouvernement Confédéré et les gouvernements d'Etats, et aussi par les corporations et les individus. Mais avant de se servir de ce moyen de paiement, il y a tout lieu de croire qu'on pourrait en mettre une grande quantité en circulation au pair, mais les Bons du Trésor Confédéré tendent à devenir prompt ment un excellent substitut. La disposition que porte que ces bons seront convertibles en actions confédérées portant huit pour cent d'intérêt, a la volonté du détenteur, les garantit contre une dépréciation au dessous de la valeur de ces actions, et il n'y a pas lieu de craindre que celles ci amènent une dépression considérable tant que l'intérêt en sera ponctuellement payé. Ce paiement de l'intérêt, vous l'avez vous même assuré par l'acte que vous avez passé à la dernière session, lequel acte ordonne la levée d'une taxe suffisante pour cet objet et pour les frais de la guerre. Il est indispensable que vous preniez des mesures nécessaires pour assurer le plus promptement possible le rapide transport des troupes et munitions de guerre, de façon à ne pas interrompre plus longtemps les communications de notre commerce qui se trouve par là frappé d'impuissance.

A cette fin les moyens de transport d'une section de notre pays à une autre devront être pris et utilisés avec soin, et ce doit être l'objet de soins attentifs de la part du gouvernement confédéré et de celui de la nation dans la limite de leur pouvoir à cet égard. Nous avons déjà vu les deux systèmes principaux de transportation complète du Nord au Sud, l'un qui va de Richmond le long des côtes et l'autre à travers la Virginie de l'Ouest jusqu'à la Nouvelle Orléans. Le troisième pourrait être assuré en complétant un annexe de la chaîne d'environ 40 milles entre Danville en Virginie et Greensborough dans la Caroline du Nord. La construction de cette ligne relativement courte nous donnerait une route ouverte du Nord au Sud par l'intérieur des Etats Confédérés et nous donnerait accès à des centres de population et à des ressources militaires dont nous sommes maintenant séparés par des obstacles. Nous accroîtrions grandement par là l'étendue et la rapidité de nos moyens de transport pour les troupes et les approvisionnements militaires.

Si la construction de cette route est, dans l'opinion du congrès comme elle l'est dans la mienne, considérée comme indispensable à la poursuite et au succès de la guerre, l'action du gouvernement ne sera pas entravée par les objections constitutionnelles qui s'attachaient à un ouvrage ayant purement un but commercial, et j'appelle votre attention sur les moyens propriétaires propres à assurer son prompt achèvement en accordant l'aide nécessaire à la compagnie organisée pour la construction et l'administration de cette route.

Si nous économisons nos moyens et si nous faisons un emploi judicieux de nos ressources, il serait difficile de fixer une limite à la période pendant laquelle nous pourrons soutenir une guerre contre l'adversaire auquel nous avons à résister. Les efforts même qu'il fait pour nous isoler et nous envahir doivent épuiser ses moyens, tandis qu'ils servent à compléter l'étendue et la variété de notre système de production industrielle. La destruction qu'il cherche à effectuer par les armes devient chaque jour de plus en plus impossible. Les causes qui nous ont amenés à nous séparer nous sont seulement connues et existent, mais elles ont été encore renforcées et les doutes que certains esprits entretiennent encore ont été dissipés par les événements subséquents.

Si, au lieu d'être engagés dans une rupture d'alliance, nous avions tenté une rébellion, nous trouverions une ample justification de la conduite que nous avons adoptée dans les scènes qui se passent maintenant aux Etats-Unis. Notre peuple reprinde avec dévouement et ardeur ceux avec lesquels il était, il y a si peu de temps, associé, et il réponse avec dérision l'impitoyable pensée de renouveler une pareille union. Quand bien ait un président faire la guerre sans le consentement du Congrès, quand on voit des juges nommés parce qu'ils maintiennent le droit d'*habeas corpus*, si mort pour des hommes libres, quand on voit la justice et la loi foulées aux pieds par l'autorité militaire et des femmes innocentes traînées dans des prisons éloignés sur l'édit d'un despote, quand on voit tout cela toléré et applaudi par un peuple qui était, il y a quelques mois, en pleine jouissance de la liberté, on croit qu'il doit y avoir quelque incompatibilité radicale entre ce peuple et le notre.

Nous pouvons être satisfaits de vivre en paix avec un tel peuple, mais la séparation est finie et pour l'indépendance que nous avons affirmée nous n'accepterons pas d'alternative. La nature des hostilités qui s'ouvrent contre nous devra être conforme à celle de la guerre. Il est indispensable que vous preniez des mesures nécessaires pour assurer le plus promptement possible le rapide transport de nos troupes et munitions de guerre, de façon à ne pas interrompre plus longtemps les communications de notre commerce qui se trouve par là frappé d'impuissance.

A cette fin les moyens de transport d'une section de notre pays à une autre devront être pris et utilisés avec soin, et ce doit être l'objet de soins attentifs de la part du gouvernement confédéré et de celui de la nation dans la limite de leur pouvoir à cet égard. Nous avons déjà vu les deux systèmes principaux de transportation complète du Nord au Sud, l'un qui va de Richmond le long des côtes et l'autre à travers la Virginie de l'Ouest jusqu'à la Nouvelle Orléans. Le troisième pourrait être assuré en complétant un annexe de la chaîne d'environ 40 milles entre Danville en Virginie et Greensborough dans la Caroline du Nord. La construction de cette ligne relativement courte nous donnerait une route ouverte du Nord au Sud par l'intérieur des Etats Confédérés et nous donnerait accès à des centres de population et à des ressources militaires dont nous sommes maintenant séparés par des obstacles. Nous accroîtrions grandement par là l'étendue et la rapidité de nos moyens de transport pour les troupes et les approvisionnements militaires.

Si la construction de cette route est, dans l'opinion du congrès comme elle l'est dans la mienne, considérée comme indispensable à la poursuite et au succès de la guerre, l'action du gouvernement ne sera pas entravée par les objections constitutionnelles qui s'attachaient à un ouvrage ayant purement un but commercial, et j'appelle votre attention sur les moyens propriétaires propres à assurer son prompt achèvement en accordant l'aide nécessaire à la compagnie organisée pour la construction et l'administration de cette route.

Si nous économisons nos moyens et si nous faisons un emploi judicieux de nos ressources, il serait difficile de fixer une limite à la période pendant laquelle nous pourrions soutenir une guerre contre l'adversaire auquel nous avons à résister. Les efforts même qu'il fait pour nous isoler et nous envahir doivent épuiser ses moyens, tandis qu'ils servent à compléter l'étendue et la variété de notre système de production industrielle. La destruction qu'il cherche à effectuer par les armes devient chaque jour de plus en plus impossible. Les causes qui nous ont amenés à nous séparer nous sont seulement connues et existent, mais elles ont été encore renforcées et les doutes que certains esprits entretiennent encore ont été dissipés par les événements subséquents.

Si, au lieu d'être engagés dans une rupture d'alliance, nous avions tenté une rébellion, nous trouverions une ample justification de la conduite que nous avons adoptée dans les scènes qui se passent maintenant aux Etats-Unis. Notre peuple reprinde avec dévouement et ardeur ceux avec lesquels il était, il y a si peu de temps, associé, et il réponse avec dérision l'implacable pensée de renouveler une pareille union. Quand bien ait un président faire la guerre sans le consentement du Congrès, quand on voit des juges nommés parce qu'ils maintiennent le droit d'*habeas corpus*, si mort pour des hommes libres, quand on voit la justice et la loi foulées aux pieds par l'autorité militaire et des femmes innocentes traînées dans des prisons éloignés sur l'édit d'un despote, quand on voit tout cela toléré et applaudi par un peuple qui était, il y a quelques mois, en pleine jouissance de la liberté, on croit qu'il doit y avoir quelque incompatibilité radicale entre ce peuple et le notre.

Nous pouvons être satisfaits de vivre en paix avec un tel peuple, mais la séparation est finie et pour l'indépendance que nous avons affirmée nous n'accepterons pas d'alternative. La nature des hostilités qui s'ouvrent contre nous devra être conforme à celle de la guerre. On saura qu'ils ont bombardé des villages sans défense, sans donner aux de faire retirer les femmes et les enfants, et qu'ils ont, dans certains cas, allumé la nuit comme le moment où ils pourraient surprendre les habitants plus efficacement pendant leur sommeil et lorsqu'ils ne soupçonnent aucun danger.

L'incendie, le pillage, la destruction des moissons et des propriétés particulières, et des violences de nature le plus odieux même sur des non-combattants ont marqué leurs expéditions. Bien que nous ayons dû être avertis par cet exemple de ce qu'ils faisent disposés à nous faire une guerre cruelle et sans merci, cependant nous n'étions pas préparés à les voir nous entraîner une grande expédition navale dans le but avoué non-seulement de piller mais encore d'exciter une insurrection servile au milieu de nous. S'ils transforment leurs soldats en incendiaires et nous enrangent dans une espèce de guerre qui leur permette de compter les non combattants, les femmes et les enfants au nombre de leurs victimes, ils doivent s'attendre à être traités comme des bandits et des ennemis du genre humain.

Il y a certains devoirs d'humanité qui ont droit au respect même bien en temps de guerre qu'en temps de paix, et celui qui refuse d'y avoir égard perd, s'il est capturé, son droit à être considéré comme prisonnier de guerre, et il doit s'attendre à être traité comme un homme qui a offensé toutes les lois humaines et divines.

Mais non contente de violer à notre égard le droit des gens dans notre pays, ils ont porté leur violence toute neuve jusque sur notre juridiction. Les hommes distingués que j'avais chargé, avec votre approbation à la dernière session, de représenter la Confédération auprès des certaines cours étrangères, ont été récemment arrêtés par le capitaine d'un navire de guerre des Etats-Unis, à bord d'un steamer anglais dans leur voyage du port neutre de la Havane en Angleterre. Un cri ainsi élevé la protection à une juridiction générale sur les hautes mers et sont entrés dans un navire anglais naviguant sous son pavillon national; ils ont traité les innombrable d'ambassadeurs, immunités considérées comme sacrées même parmi les barbares, en saisissant nos ministres pendant qu'ils étaient sous la protection et sur les domaines d'une nation neutre. Ces personnages étaient sous sous la juridiction du gouvernement anglais sur ce navire et sous son pavillon que s'ils eussent été sur son sol, et la prétension que l'un des Etats-Unis de les arrêter dans les rues de Londres aurait été tout aussi fondée que celle de les appréhender où ils ont été pris. S'ils eussent été des malfaiteurs et des citoyens des Etats-Unis, ils n'auraient pu être arrêtés autrement qu'en vertu des dispositions expresses d'un traité et en suivant les formes prescrites pour l'extradition des criminels. Mais les droits les plus sacrés semblent avoir perdu tout respect à leurs yeux.

Quand M. Faulkner, ex-ministre des Etats-Unis en France, nommé bientôt avant la sécession de la Virginie, son Etat natif, revint de bonne foi à Washington pour régler ses comptes et remplir toutes les obligations qu'il avait contractées, il fut péremptoirement arrêté et emprisonné à New York où il est maintenant. La confiance entière avec laquelle il s'est présenté à son gouvernement a été abusée et un désir de plus a été ajouté à ceux qui ont été blessés.

Ils poursuivant cette guerre, nous n'avons recherché à l'extérieur aucune aide et nous n'avons proposé aucune alliance offensive ou défensive. Nous avons demandé qu'on nous reconnaisse une place dans la famille des nations, mais, en faisant, nous n'avons rien demandé nous offrir un juste équivalent. Les avantages des relations sont mutuels entre les nations, et en cherchant à établir des relations diplomatiques, nous tentions seulement de placer ces relations sous les règles de droit public.

Peut être avions-nous le droit, si nous avions voulu l'exiger, de demander à avoir si le principe "qu'un blocus pour être obligatoire doit être efficace," si solennellement annoncé par les grandes puissances européennes à Paris, doit être mis en force d'une manière générale ou appliqué seulement à ceux qui sont parties à

Quand les Etats Confédérés, à votre dernière session, sont devenus partie à la déclaration qui réaffirmait ce principe de droit international, reconnu si longtemps par les belligérants et les gouvernements, nous supposâmes certainement qu'il devait être appliqué d'une manière générale.

La loi coutumière des nations est faite de leurs usages plutôt que de leurs déclarations, et si ces déclarations ne doivent être mises en forces que dans des cas particuliers, au bon plaisir de ceux à qui elles plaisent, alors le commerce du monde, loin d'être placé sous les règles d'une loi générale, sera soumis au caprice de ceux qui les exécutent ou les suspendent à volonté. Si telle est la conduite des nations à l'égard de cette loi, il est clair qu'elle n'existera une règle pour les faibles et non pour les forts. Sentant que ces vues doivent être adoptées par les nations mêmes de la terre, j'ai fait recueillir des preuves qui établissent complètement l'inefficacité absolue du blocus prétendu de nos côtes, je les ferai soumettre aux gouvernements qui nous accorderont les moyens de nous faire entendre.

Mais bien que nous retirerions un avantage de la mise en force de cette loi déclarée et solennellement par les grandes puissances de l'Europe, nous n'en dépendons pas pour la poursuite heureuse de la guerre pendant la continuation des hostilités. Les Etats Confédérés feront preuve d'une aptitude toujours croissante à fournir à leurs troupes de bons vêtements et de bonnes armes. Il est sous forme de ce pauvre des objets de luxe et de confort qui rendent l'existence confortable, ils auront au moins la consolation de savoir qu'ils deviennent de plus en plus indépendants du monde. Si par là le travail, dans les Etats Confédérés, est gradoellement détourné de ces grands produits du Sud, qui ont alimenté la plus grande partie du commerce du genre humain, pour se porter dans d'autres voies de façon à faire des rivaux de production de ceux qui étaient de bons clients, ils ne seront pas les seuls ni même les principaux perdants à en ressentir les conséquences. Bien qu'il soit vrai que l'approvisionnement de coton provenant des Etats du Sud ne pourrait être rapidement supprimé que par la subversion de notre système social, cependant il est clair qu'une longue prolongation de ce blocus pourrait, par une diversion du travail et le déplacement des capitaux employés à d'autres industries, diminuer si sensiblement la production qu'il en résulterait une rivalité entre les intérêts des pays étrangers qui dépendent de ce produit. Pour changer travailleur désormé de la culture du coton dans le Sud, il y en a peut-être quatre fois autant ailleurs, qui trouvent des différents métiers résultant de son usage, qui seraient forcés de changer d'occupation.

Tandis que la guerre est faite contre nous pour nous enlever le droit de nous gouvernement (bien que ce résultat ne puisse jamais être obtenu), il reste à savoir jusqu'à quel point elle pourra opérer une révolution dans le système industriel de nous ennemis et porter la souffrance dans d'autres contrées aussi bien que dans la nôtre.

Quoiqu'il en soit, nous continuerons cette lutte en nous fiant humblement à la Providence à l'œil scrutateur de laquelle nous ne pouvons cacher les secrets de nos cœurs et à laquelle nous soumettons avec confiance nos destinées. Pour le reste nous comptons sur nous-mêmes. On ne saurait longtemps la liberté quand on a l'indéfinissable volonté d'être libre, et nous avons eu bien d'apprécier la force que donne la conscience non seulement de la grandeur mais encore de la justice de notre cause.

JEFFERSON DAVIS.

Confirmation de la Victoire de Pikeston.

Nashville, 19 nov.—Le *Courier* de Louisville du qui il a vu un habitant du comté de Bath qui a pris part au combat près de Pikeston du courant, et qui déclare avoir de sources certaines qu'il n'y a pas un mot de vrai dans le rapport fait par les Fédéraux sur cette bataille. Le combat a eu lieu au point de Pikeston, Scott, nommé le Narrows, à 15 milles du village de Pikeston, où se trouvaient recrutés les Kentucky Sixes. Quand les Fédéraux arrivèrent à l'angle de la route, les Confédérés ouvrirent un feu de mousqueterie sur eux. Ce feu dura une heure. Les Fédéraux ont été vigoureusement repoussés et ont cours se mettre à couvert derrière leur artillerie. Les pertes des Fédéraux ont été de 3 tués et 15 blessés. Après le combat, on a envoyé un homme sur le champ de bataille pour vérifier la perte de l'ennemi. Il a compté 219 tués et environ 150 blessés.

Probabilité d'une attaque contre Columbus.

Concentration de nombreuses troupes fédérales.

Memphis, 19 nov.—On craint fortement une attaque contre Columbus. Un grand meeting public aura lieu demain pour aviser aux moyens de défense. Les Fédéraux concentrent d'importantes forces à Cairo, et on s'attend d'heure en heure à une attaque contre Columbus.

De Richmond.

Escarmouche près de Falls Church.

Richmond, 19 nov.—Une autre escarmouche a eu lieu près de Falls Church, hier soir, entre notre avant-garde et l'ennemi. Nous avons fait à l'ennemi dix prisonniers et lui avons tué six hommes. Une troisième de notre cavalerie ont été tués et deux on trois autres blessés. Un de l'ennemi a été tué. Le nombre des pertes de l'ennemi n'est pas connu.

De l'Ouest de la Virginie.

Le *Republican* de Lynchbourg publiera demain une lettre d'une alliée de la brigade du général Floyd, tout à fait digne de foi, datée de Raleigh Court House, 17 novembre—laquelle lettre constate que la brigade est en ce lieu et qu'elle a environ 4 milles de Raleigh ; que les Fédéraux ont reçu de nombreux renforts, et qu'il y a eu des escarmouches toute la dernière dernière, mais rien beaucoup de résultat de part et d'autre. Environ 2 tués, un blessé ou deux,—quelques prisonniers, de notre côté.— La perte de l'ennemi n'est pas connue.

Explosion d'une locomotive.

Mort présumé du Col. Croghan du Kentucky.

Richmond, 19.—Une locomotive a fait explosion près de la Gare Centrale cette après-midi et a tué Matthew Davis ingénieur, et un chauffeur (homme de couleur). On raconte ici que le colonel Croghan, du Kentucky, a été tué dans une escarmouche, mais ce rapport mérite confirmation. L'honorable R. R. Hunter a été élu par la convention aujourd'hui, pour remplacer M. Mason, au congrès provisoire de l'armée des Etats Confédérés.

DE SAVANNAH.

Débarquement de 3000 Fédéraux au fort Walker.

LES YANKEES FORCENT LES NEGRES A CUEILLIR ET A NETTOYER LE COTON.

Savannah, 19 nov.—Le *Republican* de ce matin dit que les Fédéraux n'ont fait aucun mouvement depuis la prise de fort Walker, et des nouvelles qui paraissent certaines nous apprennent qu'ils ont débarqué 3000 hommes au fort Walker, et 1000 à Braddock point.

De temps à autre, quelques-uns d'entre eux viennent dans la baie, à Beaufort, et en retournent à la rade. Les yankees ont forcé un certain nombre de nègres à les servir et les ont mis à la cueillette et au nettoyage du coton.

Le service des postes.— Les plaintes connaissances par le déplorable état du service des postes à la Nouvelle Orléans et en Louisiane ont été si multipliées et si générales que nous avons cessé depuis longtemps de nous en faire l'écho, dans la parade qu'elles avaient dû parvenir jusqu'à Richmond et qu'il y serait fait droit. Mais puisque le mal continue, nous sommes obligé de rouvrir de nouveau nos colonnes aux réclamations qui nous parviennent.

Aujourd'hui, nous recevons une lettre de M. Victor Barberot, maître de poste à la Pointe à la Hache, qui plaint de ce que les malles sont remises à un bateau autre que celui de la malle, et qu'elles sont livrées, sans mes, à un endroit situé à deux milles du bureau de poste. Il n'est vu forcé d'aller à la recherche des lettres et des journaux et il a trouvé plusieurs paquets de l'*Abeille* ouverts et incomplets. Ces irrégularités donnent lieu à des réclamations nombreuses et M. Barberot nous annonce qu'il a envoyé un rapport à la direction générale des postes à Richmond. Nous souhaitons que sa réclamation ait plus d'effet que n'en ont eu les plaintes du commerce orléanais et celles de la presse.

Tennessee oriental.— Les ministres de l'Est du Tennessee ne sont pas à leur affaire. Des mesures énergiques ont été prises pour disperser leurs camps, décourager les conspirateurs et arrêter les chefs. Jeudi dernier, un régiment de l'Alabama et deux compagnies de cavalerie envoyés de Chattanooga contre un camp insurgé de 900 hommes est trouvé la place abandonnée. Des arrestations importantes ont eu lieu, et nous qui est pris part à l'incendie des ponts vient passer en jugement. Une partie de la brigade du général Carroll est arrivée à Chattanooga, et elle irâ prochainement renforcer le général Zollicoffer.

Arrestation a Dumfriesville.— Nous lisons ce qui suit dans le *Dragons de l'Ancien* sur le port de M. Gouy Reynaud :

Mardi dernier, vers quatre heures de l'après-midi, M. Gouy Reynaud était assis sur le banc du bureau de la poste de Dumfriesville, lorsqu'il fut accosté par M. David Pugh, lieutenant de la 1re Dédé à Richmond, Virginie, le 8 courant, de pneumonie, le Docteur R. GROSS, ex chirurgien du 1er Bataillon des Chasseurs à pieds de la Louisiane, récemment nommé chirurgien de l'hôpital de Richmond, et neveu de Chs Gross, de cette ville.

Nlle Orléans, le 19 novembre 1861.

Décédé hier soir, à 10 heures et demie, PIERRE MERIC, âgé de 29 ans. Les amis de la famille, ainsi que ceux de ses beaux-frères MM. Planet et E. R. Morel, sont priés sans autre invitation d'assister à son enterrement, qui partira de sa dernière demeure, 159, rue Ste Anne, ce soir, à 4 heures précises.

Décédée hier matin, le 19 novembre, MELONORE, âgée de 12 ans, fille du capitaine John MacPherson et de Marie Josephine Sellbs. Les amis et connaissances de sa famille sont priés sans autre invitation, d'y assister, aujourd'hui 20 courant, à 3 1/2 heures. Son corps est exposé rue Mandeville No 132, entre Amour et Craps.

AVIS D'ENTERREMENT.

Les amis et connaissances du jeune Lieutenant ROBERT J. ALEXANDER, ceux de ses frères, Andrew et Charles, et ceux de son oncle John Fox, sont priés de vouloir bien l'accompagner, d'assister à ses funérailles qui auront lieu aujourd'hui, mercredi 20 novembre, à 4 heures de l'après midi. Le convoi partira de la résidence de M. Fox, rue St Charles, No 220.

DEPARTEMENT DES POMPIERS.

Bureau de l'Ingénieur en chef,

Nlle-Orléans, 19 novembre 1861.

Les différentes compagnies qui composent ce département sont priées d'assister aux funérailles de feu Lieutenant ROBERT J. ALEXANDER, des *Cennes Guards* et membre de Louisiana Mose Company. La Compagnie se formera, à 3 heures de l'après-midi, dans la rue Gerondelet, à la tête s'ouvrant de la rue Perdido, s'étendant vers l'ordre numérique, vers la rue du Canal.

Les Compagnies se rassembleront, à 2 heures et demie, au bureau de la Société.

D. BEADBURY, ingénieur en chef.

Service Funèbre.

Un service funèbre sera célébré samedi prochain 23 courant, à 7 heures du matin, à l'église Cathédrale Sainte-Marie, en mémoire du repos de l'âme de feu Félicité Sylvestre, épouse de J. M. Caballero.

Les amis de J. M. Caballero sont respectueusement invités à y assister.

2nov—3f

Marié, mardi, 12 nov. 1861, par l'hon. A. Sauvinet, M. J. ALOZO LORRAINS à Mlle Cécile EMILIE GIRAULT, tous deux de cette ville.

BULLETIN COMMERCIAL.

NOUVELLE-ORLEANS.

Mardi soir, 19 novembre.

COTON—Les ventes d'aujourd'hui comprennent 35 balles de vieux coton à —

TABAC—Une transaction est à cité ennemie.

SUCRE—Rien approvisionnement et ventes très calmes. Kennel 70 boucaults, à 2 2 2/3c le kilo ordinaire, 3 1/2 c le kilo bon ordinaire, 3 3/4c le secondes, 3 3/4c le jaune clairée et 4 1/2, 4 3/4c le blanc clairée.

MELASSE—La diminution du stock et la bonne demande ont fait obtenir davantage aux détenteurs. Nous avons fait hier, à 16c l'ordinaire, 18c le fermentée, 19c le prime, 20c le choix. Environ 300 gallons à 20c le prime.

FARINE—Marché extrêmement calme, à une forte baisse. Il y a eu des ventes de superfine à 3 50 et 3 62 1/2 le baril.

MAIS—1,200 sacs de blanc à — et 300 de mélange, en nouvelle état, à 61 1/2 le boisseau.

AVOINE—100 sacs d'occasion du Mississippi, à 41 c le boisseau.

BŒUF—Le moins se détaille à 9 23 le baril.

WHISKY—Le rectifié se détaille à 21 c le gallon.

GRAINES—La pr